

Publications en sciences humaines et sociales en danger

Prise de position des éditeurs suisses de sciences humaines et sociales

En sciences humaines et sociales (SHS), le livre est un vecteur fondamental de la recherche, permettant une analyse approfondie et structurée de sujets complexes. Historiquement, en Suisse, le soutien financier à ces publications, dont le potentiel commercial est limité par leur haute spécialisation, a été dévolu au Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS).

Le FNS a récemment décidé de :

- restreindre le champ d'application de son soutien : seuls les travaux issus de projets déjà financés par le FNS et les thèses de doctorat seront désormais éligibles ;
- réduire considérablement les subsides : le forfait alloué par ouvrage est amputé de 3 000 CHF.

La nouvelle politique du FNS mène à une impasse majeure pour la recherche suisse :

Une fragilisation ciblée des SHS : La publication de livres reste un outil de référence et continue de représenter la norme en matière de production scientifique dans les sciences humaines et sociales. En supprimant les alternatives de financement spécifiques au livre, le FNS pénalise quasi exclusivement ces disciplines, contrairement aux sciences exactes qui bénéficient d'accords globaux avec les grands groupes internationaux (Read & Publish).

Un paradoxe économique : Les économies réalisées sur le budget du FNS sont dérisoires par rapport à son budget global. Pourtant, cette décision s'avérera plus coûteuse pour l'État : en l'absence de soutien aux éditeurs locaux, les chercheurs se tourneront vers de grands groupes internationaux dont les tarifs sont nettement plus élevés et avec lesquels il y a des accords (15 millions par an pour le groupe Elsevier)¹.

Un contresens pour le Libre Accès : Alors que les institutions académiques prônent l'Open Access, supprimer son financement pour les ouvrages de professeurs, de MER et les ouvrages collectifs rend cet objectif inatteignable pour une grande partie de la production scientifique.

Un gaspillage des ressources publiques : Le salaire des chercheurs finance la production de savoir ; ne pas financer la publication finale rend cet investissement initial stérile. De plus, privilégier des revues internationales onéreuses au détriment des publications locales constitue une triple mauvaise gestion de l'argent public : coût final plus élevé, fuite des capitaux vers l'étranger et affaiblissement des PME suisses.

Un enjeu de souveraineté intellectuelle : Le maintien d'un tissu éditorial suisse est indispensable pour garantir un dialogue entre science et société. Soutenir des maisons d'édition suisses, c'est préserver des emplois locaux et assurer la diffusion d'un savoir accessible, plutôt que de renforcer la position dominante de multinationales de l'édition.

¹ <https://www.heidi.news/sciences/swissuniversities-et-elsevier-concluent-un-accord-a-15-millions-de-francs-par-an>

Propositions des éditeurs suisses de sciences humaines et sociales :

Pour garantir la pérennité de la recherche et la souveraineté scientifique helvétique, les maisons d'édition suisses proposent les mesures suivantes :

- Pérennisation du Libre Accès pour la publication de livres : maintenir le soutien au modèle Open Access pour les ouvrages, format indispensable aux spécificités des SHS et à la diffusion du savoir vers tous les publics.
- Préserver les barèmes de financement établis en 2017-2018, décidés sur la base d'une analyse approfondie des chiffres des éditeurs ; adapter ces barèmes tous les 4 ans à l'inflation.
- Garantir le financement de toutes les publications de livres répondant aux critères de qualité (peer-review), dès lors que les auteurs sont affiliés à une institution de recherche suisse reconnue, indépendamment du financement initial du projet.
- Reconnaissance de l'exception économique suisse : différencier les forfaits de publication selon les pays de publication pour tenir compte d'un coût de la vie et de salaires 30 % plus élevés en Suisse qu'à l'étranger. En réduisant les forfaits pour les éditeurs étrangers, il y aura des économies pour le FNS.
- Exigence de qualité éditoriale certifiée : conditionner tout financement (en particulier pour les éditeurs internationaux) à une prestation complète incluant lecture éditoriale, correction, mise en page et promotion. Exclure des soutiens les maisons d'édition qui ne font que mettre en page les ouvrages.
- Maintenir un partenariat entre éditeurs suisses, instances de la recherche, et chercheuses et chercheurs autour d'une commission pour adapter les outils de publication aux besoins de celles et ceux-ci ainsi qu'aux besoins des lectrices et des lecteurs.

Un modèle "Gagnant-Gagnant"

La mise en œuvre de ces mesures garantit une utilisation efficace de l'argent public : elle renforce la place scientifique suisse, favorise la carrière des chercheurs et garantit aux scientifiques et aux citoyens un accès universel à une recherche de haute qualité. Elle crée également des conditions-cadres importantes pour les PME suisses actives dans le secteur de l'édition.

Argumentation

En sciences humaines et sociales (SHS), le livre (notamment la monographie et les ouvrages collectifs) est un vecteur fondamental de la recherche, permettant une analyse approfondie et structurée de sujets complexes. Contrairement aux articles, il offre l'espace nécessaire pour développer une argumentation exhaustive, construire un cadre théorique robuste et exposer des méthodologies de recherche détaillées. Le livre en SHS est un outil actif de construction, de critique et de diffusion du savoir scientifique.

Historiquement, en Suisse, le soutien financier à ces publications, dont le potentiel commercial est limité par leur haute spécialisation, a été dévolu au Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS). Entre 2016 et 2018, après une concertation avec les éditeurs sur la réalité de leurs coûts, le FNS a amorcé un virage vers l'Open Access. Ce modèle, désormais adopté par la majorité des éditeurs SHS, garantit une accessibilité universelle aux résultats de la recherche.

Toutefois, à la suite des restrictions budgétaires imposées par la Confédération, le FNS a récemment annoncé un durcissement drastique de sa politique. Les changements annoncés devraient entraîner des répercussions notables sur les possibilités de publication des chercheurs en sciences sociales suisses. Le FNS a décidé de :

- restreindre le champ d'application : seuls les travaux issus de projets déjà financés par le FNS et les thèses de doctorat seront désormais éligibles ;
- réduire considérablement les subsides : le forfait alloué par ouvrage est amputé de 3 000 CHF.

Cette décision impacte de plein fouet les publications dans le domaine des sciences humaines et sociales. Contrairement aux sciences "dures" qui bénéficient d'accords de type « Read & Publish » avec les grands groupes d'édition, le secteur du livre ne dispose d'aucune alternative de financement structurel. Alors que les instances de la recherche et les consortiums des bibliothèques suisses ont signé des accords de plusieurs dizaines de millions avec les grands éditeurs internationaux de sciences, les coupures se font au détriment des sciences humaines et sociales et des petites maisons d'édition suisses, avec lesquels les chercheuses et chercheurs apprécient de travailler. Les universités et les hautes écoles ne pourront pas compenser les soutiens retirés par le FNS. Les chercheuses et chercheurs passeront une partie importante de leur temps à déposer des demandes de financements auprès de divers organismes et fondations, avec peu de chances de succès. Les alternatives telles que le financement par des fondations seront insuffisantes pour garantir le financement de tels projets de publication.

Il est important de souligner deux points :

Tout d'abord, le budget du FNS s'élève à près de 1,3 milliard ; en 2024 des projets pour 1,16 milliard ont été accordés, dont 19,5 millions pour la communication scientifique. Sur ce chiffre les publications de livres représentent 6,2 millions, ce qui équivaut à 0,53% des coûts des projets du FNS². Mais ce petit pourcentage consacré aux livres permet de partager les résultats des recherches auprès de divers lectorats, auprès d'autres chercheurs, mais pour certaines disciplines aussi auprès de professionnels, qui ont absolument besoin de ces nouvelles connaissances pour améliorer leurs pratiques. Et pour certaines disciplines, comme l'histoire, auprès de publics plus larges.

² Chiffres publiés sur le site du FNS, valables pour l'année 2024.

Ensuite, il faut souligner que, pour les articles en sciences, des dizaines de millions sont dépensés ; ainsi, à lui seul, le groupe Elsevier reçoit près de 15 millions par année pour des accords de « Read & Publish »³. Ces 6 dernières années, cette somme a même été augmentée de 2,6% par an, alors que le montant pour publier un livre fixé en 2017/2018 n'a jamais été augmenté.

Actuellement, les éditeurs de livres publient des essais de chercheurs et des ouvrages collectifs rédigés par des groupes d'auteurs. Pour un livre de 15 articles de 30'000 signes, un éditeur suisse pourra demander au maximum 15'000 fr. au FNS pour son travail. En excluant ces ouvrages de son financement, le FNS va inciter les chercheurs à publier ces ouvrages auprès de grands groupes internationaux, sous forme d'un numéro spécial d'une revue. Or, ces grands groupes demandent entre 2'000 et 2'500 fr. par article. Résultat : le coût que paiera la Suisse aux grands groupes internationaux sera de 30'000 fr., soit 2'000 fr. par article. Le double de ce qu'aurait pu demander les maisons d'édition suisses, qui sont des PME. La conclusion : l'économie voulue par le FNS deviendra une dépense plus élevée pour les finances fédérales – et au lieu de soutenir une PME suisse et des emplois en Suisse, cela ira dans les poches d'un grand groupe international.

³ <https://www.heidi.news/sciences/swissuniversities-et-elsevier-concluent-un-accord-a-15-millions-de-francs-par-an>